

Appel à la libération des prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie Journée de solidarité internationale le 21 décembre 2024

vendredi 20 décembre 2024, par [Signatures individuelles et collectives](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2024).

Veillez trouver ci dessous un appel de soutien à la Journée Internationale des prisonniers politiques et d'opinions en Tunisie - 21 Décembre 2024, signé par un grand nombre de personnalités internationales dont : l'iranienne D^f. Shirne Ebadi, prix Nobel de la paix 2003, la marocaine, Khadija Riady, prix de l'ONU des droits de l'Homme 2013, la militante algérienne, les françaises, l'ancienne présidente du Mrap, Renée Le Mignot, l'universitaire Danièle Lochak, la politologue tunisienne, Khadija Mohsen Finan, le français, M^o Patrick Baudoin, président d'honneur de la LDH et la FIDH, etc...le poète Abdellatif Laabi, l'écrivain franco-libanais, Gilbert Achcar, le journaliste Alain Gresh, le sociologue Philippe Corcuff, la militante palestinienne Lana Sadec, la militante Mireille Fanon-Mendes France, le député LFI Thomas Portes, le militant associatif marocain Lahbib Kamel, le militant algérien des DH Aissa Rahmoun,...et plusieurs organisations de droits Humains (LDH, MRAP, le GISTI, SOS, DAL, UJFP, REF...,) syndicats (FSU, Solidaires) partis politique, (NPA, LFI, Ensemble ...)

CRLDHT

Depuis le coup d'État du président } Saïd au mépris de la Constitution le 25 juillet 2021, la Tunisie s'est transformée en une vaste prison pour tous ceux qui ont une opinion contraire à l'autorité de fait en place.

Ce sont des hommes politiques et des secrétaires généraux de partis ou associations de la société civile arrêtés en raison de leur approche critique. Certains d'entre eux sont en détention depuis vingt-deux mois sans procès, en violation flagrante de la loi sur la détention préventive. Ils risquent la peine de mort au prétexte de « complot contre la sécurité de l'État », sans preuve d'aucun délit, nonobstant leur désaveu de la pratique autoritaire du régime. Certains d'entre eux sont transférés d'une prison à l'autre, au motif de représailles.

Ce sont des journalistes qui ont cru en leur métier et l'ont fait en toute honnêteté, des hommes d'affaires condamnés à de lourdes peines de prison parce qu'ils ont refusé le chantage du régime, des activistes de la société civile qui ont aidé les migrants confrontés au racisme des autorités et à la violation de leurs droits les plus fondamentaux, des blogueurs qui ont exprimé leur opinion sur les réseaux sociaux pris au piège du décret 54 qui criminalise la liberté d'opinion et d'expression et fait du chef de l'Etat tunisien un être sacré placé au-dessus de toute critique et de tout compte à rendre. La Tunisie n'a jamais connu dans son histoire un nombre aussi élevé de prisonnières arrêtées et poursuivies pour leur lutte politique pacifique, leur travail journalistique, leur engagement solidaire

ou leur activisme civique.

En résumé, la Tunisie, autrefois exemple de liberté et de démocratie dans la région arabe, s'est transformée en un désert médiatique où les médias publics et privés rivalisent de louanges à l'égard des décisions des autorités, où toute opinion libre est absente et où le travail politique et de défense des droits de l'homme est devenu un motif de criminalisation et une porte d'entrée pour la prison. A l'occasion de la journée de solidarité avec les prisonniers d'opinion tunisiens (21 décembre 2024), les personnalités et organisations maghrébines et internationales soussignées,

- Expriment leur solidarité totale avec tous les prisonniers politiques en Tunisie et les prisonniers d'opinion de toutes sensibilités et de toutes orientations ;
- Condamnent les crimes racistes, les violences et les campagnes d'expulsion massive des migrants subsahariens qui se sont aggravés face au discours raciste tenu par le chef de l'Etat en février 2023 et soutiennent les personnes arrêtées et détenues pour leur solidarité et leur assistance aux migrants.
- Demandent aux autorités tunisiennes de cesser d'utiliser le pouvoir judiciaire pour régler ses comptes avec toute opinion dissidente et appellent tous les juges et magistrats en Tunisie à respecter la loi et à agir en conscience afin de ne pas se faire un outil de répression et d'intimidation aux mains d'un régime dictatorial.
- Appellent toutes les forces démocratiques, en Tunisie, au Maghreb et dans le monde, à faire pression pour mettre fin aux souffrances des prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie et à celles de leurs familles plongées depuis des mois dans une terrible incertitude.

« Les personnes et organisations soussignées, »

« ont tenu la journée de solidarité avec les prisonniers d'opinion tunisiens le 21 décembre 2024. »

« Les personnes et organisations soussignées ont tenu la journée de solidarité avec les prisonniers d'opinion tunisiens le 21 décembre 2024. Cette journée a été marquée par la lecture collective de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, un texte fondateur de la démocratie moderne. Les participants ont exprimé leur solidarité avec les prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie, et ont appelé à la libération de tous les détenus politiques. Ils ont également condamné les violations des droits de l'homme et les abus de pouvoir commis par les autorités tunisiennes. Cette journée a été l'occasion de rappeler l'importance de la liberté d'expression et de la participation citoyenne dans une société démocratique. Les personnes et organisations soussignées ont également appelé à la mise en œuvre de réformes judiciaires et politiques afin de garantir le respect des droits fondamentaux et la transparence de l'action publique. »

« Les personnes et organisations soussignées ont tenu la journée de solidarité avec les prisonniers d'opinion tunisiens le 21 décembre 2024. Cette journée a été marquée par la lecture collective de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, un texte fondateur de la démocratie moderne. Les participants ont exprimé leur solidarité avec les prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie, et ont appelé à la libération de tous les détenus politiques. Ils ont également condamné les violations des droits de l'homme et les abus de pouvoir commis par les autorités tunisiennes. Cette journée a été l'occasion de rappeler l'importance de la liberté d'expression et de la participation citoyenne dans une société démocratique. Les personnes et organisations soussignées ont également appelé à la mise en œuvre de réformes judiciaires et politiques afin de garantir le respect des droits fondamentaux et la transparence de l'action publique. »

« Les personnes et organisations soussignées ont tenu la journée de solidarité avec les prisonniers d'opinion tunisiens le 21 décembre 2024. Cette journée a été marquée par la lecture collective de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, un texte fondateur de la démocratie moderne. Les participants ont exprimé leur solidarité avec les prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie, et ont appelé à la libération de tous les détenus politiques. Ils ont également condamné les violations des droits de l'homme et les abus de pouvoir commis par les autorités tunisiennes. Cette journée a été l'occasion de rappeler l'importance de la liberté d'expression et de la participation citoyenne dans une société démocratique. Les personnes et organisations soussignées ont également appelé à la mise en œuvre de réformes judiciaires et politiques afin de garantir le respect des droits fondamentaux et la transparence de l'action publique. »

Pour une Alternative Démocratique en Algérie (PADA).
Réseau Féministe « Ruptures »
Réseau Euromed France (REF)
Riposte Internationale, ONG de défense des droits humains
SOS Racisme
Union juive française pour la paix (UJFP)
Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)

Syndicats

Fédération syndicale unitaire (FSU)
Union syndicale Solidaires

Partis

ENSEMBLE mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire
La France Insoumise (LFI)
Parti El Jomhuri - Tunisie
NPA l'Anticapitaliste

Personnes

Fouad Abdelmoumni, économiste militant des droits humains - Maroc
Gilbert Achcar, professeur, SOAS, Université de Londres
Tewfik Allal, militant de l'immigration et des droits humains
Patrick Baudouin - Avocat - Président d'Honneur de la FIDH et de la LDH.
Farouk Belkeddar, citoyen franco-algérien
Jean Bellanger, syndicaliste, EVTC
Sélim Ben Abdeselem, ancien député à l'Assemblée nationale constituante.
Vincent Brengarth, avocat (Bourdon et associés)
Jean Claude Amara, porte parole de Droit devant
Philippe Corcuff, professeur des universités en science politique à Sciences Po Lyon
Christiane Dabdoub-Nasser, président, Roberto Cimetta Fund
Monique Dental, présidente fondatrice du Réseau Féministe « Ruptures ».
Bernard Dréano, président du Cédetim
Mohsen Dridi, militant associatif
Nassera Dutour, militante des droits humains
D^r. Shirin Ebadi 2003 Nobel Peace Laureate- Prix Nobel de la Paix 2003
Ali Elbaz, militant associatif
Driss Elkeherchi, enseignant, militant associatif
Zied ELHENI - Journaliste -Tunisie
Rachid Elmanouzi, militant des droits humains
Jean Baptiste Eyraud , porte parole du DAL
Mireille Fanon Mendes France, présidente de FFF
Abdellouheb Fersaoui, militant politique
René Gallissot, professeur émérite Université Paris 8.
Alain Grech, journaliste
Pierre Henry, président France Fraternités
Lahbib Kamel, militant associatif - Maroc
Abdellatif Laabi, Poète
Michèle Leclerc Olive, IRIS- CNRS EHSS, CR1HDR Honoraire présidente CORENS
Gilles Lemaire, militant politique
Renée Le Mignot, ancienne présidente du MRAP
Danièle Lochak, universitaire

Marc Mangenot, économiste, militant associatif
Maryse Martinez présidente du MRAP 66 et membre du BN et du Conseil national du MRAP
Marc Mercier, Président d'honneur du REF
Khadija Mohsen-Finan, universitaire
Patrick Mony, militant associatif
Brahim Ouchelh, militant des droits humains
Thomas Portes, député LFI Seine Saint Denis
Aissa Rahmoun, Secrétaire général de la FIDH
Marguerite Rollinde, militante des droits humains
Pierre Rousset, militant associatif et internationaliste
Khadija Ryadhi, lauréate du prix des DH de l'ONU 2013, présidente du CMODH
Francois Sauterey - coprésident du MRAP
Bernard Schmidt, avocat, militant antiraciste
Dominique Sopo, président de SOS Racisme
Hamouda Soubhi , militant des droits humains
Marie-Christine Vergiat, juriste, LDH, ex députée européenne
Maria Valentina Viettro Corbo - Responsable de Solidarité Internationale de la Ligue de l'Enseignement de Bouches de Rhône.
Abdallah Zniber, militant de l'immigration et des droits humains

